Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Boko Haram : le bras armé de l'Occident pour détruire le Nigéria et chasser la Chine du Golfe de Guinée

Par Carlos Bake et Olivier A. Ndenkop
Mondialisation.ca, 29 octobre 2014
michelcollon.info

Région : Afrique subsaharienne
Thème: Services de renseignements

Les amis du Nigéria ne sont pas ceux qui, par une communication surfaite, proposent leur « aide » pour lutter contre la secte islamiste. Il s'agit plutôt d'embrasser l'ennemi nigérian pour mieux l'étouffer ! Premier pays producteur de pétrole en Afrique et sixième mondial avec 2,5 millions de barils par jour, le Nigéria a commis le « crime » de céder des puits de pétrole à la Chine. Une concurrence jugée insupportable pour les USA, la France et l'Angleterre qui pompent le pétrole nigérian sans inquiétudes depuis 50 ans. De leur côté, les pétromonarchies arabes s'inquiètent d'un Nigéria trop puissant qui pourra ne plus se soumettre au diktat de l'Arabie Saoudite et du Qatar sur le marché du pétrole et du gaz. A l'image de l'Iran (2ème) et du Venezuela (5ème producteur de pétrole mondial) qui gèrent leur pétrole en toute souveraineté. Boko Haram est le cheval de Troie qu'utilisent les puissances impérialistes pour contrer la Chine et détruire la première puissance économique africaine qu'est devenu le Nigéria en le divisant en deux états comme au Soudan.

Quelques questions pour briser le tabou

Première puissance économique africaine depuis le premier trimestre 2014, premier pays producteur de pétrole en Afrique, le Nigéria qui conserve par ailleurs sa confortable position de première puissance démographique (180 millions d'habitants) du continent retient de plus en plus l'attention des médias. Seulement, dans les chaînes de télévision ou les colonnes des journaux, cette triple puissance qu'est le Nigeria est désormais réduite à un nom devenu son synonyme : Boko Haram. Présenté par les« grands »medias « presstitués » comme un groupe de « fous de Dieu », Boko Haram n'aurait pas d'autres visées que de créer un Califat dans une partie du Nigéria, à défaut de soumettre tout le pays à la loi islamiste, la Charia. Aucun lien avec les puissances impérialo-capitalistes engagées dans une lutte à mort pour conserver l'hégémonie mondiale face à la Chine. Et grâce à la grande communication faite autour de l' « enlèvement » le 14 avril 2014 de plus de 200 jeunes filles (le nombre varie en fonction des sources) dans la localité de Chibok, la secte islamiste a acquis une renommée planétaire. Ses actions sont relayées autant que celles des autorités nigérianes sont censurées. Comme pour prouver aux yeux du monde que le président nigérian, Jonathan Goodluck n'a paradoxalement aucune chance !

Mais est-ce une surprise si ces médias « oublient » systématiquement de vous dire à qui profitent en dernier ressort les crimes commis par la secte Boko Haram ? Pourquoi notre grande presse garde-t-elle un silence complice sur les origines des fonds et des armes

lourdes qui permettent aux adeptes de Boko Haram de semer la mort au Nigeria, et bientôt au Cameroun ? Pourquoi les médias qui arrosent le monde ne diffusent-ils pas ce câble de Wikileaks qui citait nommément l'ambassadeur des Etats Unis d'Amérique à Abuja, Terence P. MacCulley comme le coordinateur des actions de déstabilisation du Nigéria ? Face à la redéfinition des équilibres géostratégiques imposée par la pénétration de la Chine en Afrique, Boko Haram comme la Séléka en République centrafricaine est devenue une arme redoutable pour préserver la mainmise des multinationales occidentales sur les matières premières et accélérer la mise en place d'Africom, le Commandement militaire US pour Afrique.

BokoHaram : à qui profitent les crimes de la secte islamiste ?

Pour envahir l'Irak et tuer son président au nom du pétrole, les Etats Unis d'Amérique de Georges Bush ont trompé la planète entière en affirmant que Saddam Hussein, devenu l'ennemi à abattre détenait des Armes de destruction massive. Colin Powell est allé plus loin en sortant des tubes à essai qu'il a présentés en mondovision comme les échantillons de ces armes à la disposition de Saddam Hussein. 10 ans après, tout le monde a constaté qu'il s'agissait d'un gros mensonge made in Washington.

En 2011, une vidéo sur le chef de guerre congolais Joseph Kony postée sur You Tube et largement commentée dans les médias a été regardée dit-on par plusieurs millions d'internautes. Stupéfaits par les crimes de Joseph Kony, les internautes du monde entier ont juré la perte de Kony. En retour, les USA ont proposé leur aide pour officiellement traquer les troupes de l'Armée de Résistance du Seigneur que commande l' « invisible » Kony. Trois ans après, le résultat est le suivant : Joseph Kony est toujours en fuite. Mais au nom de sa traque, les USA ont installé des bases militaires en République démocratique du Congo, en Ouganda, en République centrafricaine, etc.

Autrement dit, à travers cette campagne, Washington a solidement installé les bases militaires dans cette partie de l'Afrique particulièrement riche en minerais précieux et très sollicités par la Chine qui en a grand besoin pour son industrialisation. (Voir carte ci-dessous)

Bases militaires étasuniennes en Afrique

Le Nigéria fait son entrée dans la gueule du loup

Membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) depuis 1971, le Nigeria garde le record de putschs en Afrique. Le pays a connu plusieurs groupes irrédentistes parmi lesquels le Mouvement pour la Survie du peuple Ogoni (Mosop) que dirigeait l'écrivain Ken Saro-Wiwa (pendu en 1995), le Mouvement pour l'Emancipation du Delta du Niger (Mend). Le Mosop et le Mend avaient des revendications clairement formulées : gestion inclusive des ressources pétrolières. Les membres des deux organisations faisaient recours aux moyens légaux descendant dans la rue pour manifester mais n'hésitaient pas à prendre les armes pour s'attaquer au pouvoir central ou aux compagnies pétrolières, sources de leurs malheurs.

BokoHaram : un fantôme à plusieurs facettes

Crée à Maiduguri par Mohamed Yusuf en 2002, au lendemain des attentats du 11

septembre, Boko Haram évolue au gré des événements politiques nigérians et des orientations géostratégiques dessinées par les grandes puissances occidentales.

De 2002 à 2006, la secte s'inscrit dans la logique de recrutement-endoctrinement. Néanmoins, elle effectue quelques actions de violence comme pour prouver sa capacité d'action et se faire connaître. De 2006 à 2009, au fur et à mesure que le sudiste Olusugun Obasanjo s'obstinait à modifier la constitution (2006) pour briguer un troisième mandant à la tête du Nigeria, Boko Haram franchit un pallier dans la violence.

Les Etats de Bauchi, Wudil, Potiskum ,Maiduguri, Borno, Yobe, Kano deviennent le théâtre des violences incessantes. Celles-ci ont fait des morts aussi bien dans les rangs des forces de sécurité que dans la population civile et les adeptes de la secte. Son fondateur a d'ailleurs été exécuté en juillet 2009. Mais, comme cette hydre mythologique dont une tête coupée en faisait renaître 1000, Mohamed Yusuf n'est pas mort avec Boko Haram.

Quand Boko Haram s'invite dans la lutte pour le pouvoir entre le Nord et le Sud

Il est un élément qui permet de comprendre le versant nigéro-nigérian du phénomène Boko Haram. Entre 2006 et 2007, le président nigérian d'alors, Olusegun Obasanjo use de tous les stratagèmes pour écarter le candidat favori du Nord à la présidentielle.

Atiku Aboubacar qui a pourtant été son vice-président de 1999 à 2007 est tantôt accusé de corruption, tantôt exclu du parti au pouvoir, le Parti Démocratique Populaire (PDP). Déçu, il quitte le PDP et se présente sans succès à l'élection présidentielle de 2007 sous la bannière du Parti populaire de Tout le Nigéria (ANPP).

Finalement, c'est le malade Umaru Yar'Adoua qui succède à Obassanjo. Yar'Adoua est certes du Nord, mais il n'a pas le poids politique, encore moins le soutien populaire dont jouit le richissime Atiku Aboubakar que l'entourage d'Obassanjo trouve trop proche de Washington. Ce qui est sûr c'est que depuis cette brouille de plus et peut être de trop entre le Nord et le Sud, Boko Haram est devenu plus violent que jamais. S'attaquant aux écoles, églises chrétiennes et autres lieux publics. Avec ce nouveau redéploiement, l'on constate que la secte devenue le cheval de Troie de l'élite du Nord Nigéria dispose désormais d'armes lourdes. Ses troupes aujourd'hui estimées à 30 000 hommes, sont plus disciplinées, semblent plus entraînées. Bref elles sont devenues plus « professionnelles » ! Ceci fait immédiatement penser au deash en Irak c'est-à-dire une arme de chantage manipulée par des intérêts occultes…

Finalement, le 5 mai 2010, à la mort du président nordiste OumarouYar'Adoua qui n'a pas fini son mandat, le pouvoir revient au Sud avec l'élection de Jonathan Goodluck, originaire de la région pétrolifère du Delta du Niger. Les musulmans du Nord se sentent une fois de plus floués. Ils estiment que la bande à Jonathan Goodluck et Obassanjo a violé l'accord tacite qui veut que non seulement le Nord et le Sud dirigent le pays à tour de rôle, mais aussi qu'il revient à chaque partie de choisir son candidat-président.

Une disposition que le parti au pouvoir aurait violé aussi bien en 2007 qu'en 2011. On comprend par là pourquoi à l'approche de l'élection présidentielle de 2015, Boko Haram multiplie les actes de terreur qui visent sur le plan interne à fragiliser le président sudiste Jonathan Goodluck.

Pour cette mission, les grands médias jouent un rôle déterminent. Ils font une

communication sélective qui consiste à communiquer sur les actions de Boko Haram et à passer sous silence les actions des forces de sécurité nigérianes qui ont fait leurs preuves à plusieurs reprises. En 2009 par exemple, l'armée nationale a infligé une cinglante déculottée aux membres de la secte, tuant son fondateur Mohamed Yusuf et un millier de ses combattants. Dans une lettre datant du 9 août 2009, Sanni Umaru qui s'est présenté comme le successeur de Mohamed Yusuf a reconnu la perte de plus de 1 000 hommes par Boko Haram. Certes gangrené par la corruption, le gouvernement fédéral n'est pas (pour l'instant) l'éléphant mort que vous présente votre téléviseur !

Le Nigéria est confronté à la guerre de quatrième génération et dans celle-ci, la guerre de l'information est un pilier central. Les mediamensonges des journaux et télévisions « presstitués » deviennent des obus de mortier qu'on tire du matin au soir. Notre poste de télévision devient un fantassin de l'ennemi installé dans notre propre salon, tirant jour et nuit en direction de notre cerveau !

Avec les financements de l'élite du Nord et ceux des acteurs extérieurs, la secte islamiste s'est suréquipée et dispose désormais d'armes lourdes ainsi que des chars. Outre les soutiens financiers et logistiques, ces islamistes terroristes bénéficient d'importantes complicités dans l'administration et dans les forces de sécurité. Ce sans quoi il n'aurait jamais été possible d'enlever plus de 200 filles dans un établissement scolaire et disparaitre sans être appréhendé. Parmi les financiers de Boko Haram, le Qatar et l'Arabie saoudite sont en tête de peloton bien sûr pour le compte de l'empire certes mais avec l'avantage de déstabiliser un acteur majeur et futur rival sur le marché du pétrole et du gaz. En 2050, le Nigéria seule aura environ 400 millions d'habitants, soit la troisième puissance démographique du monde. Cela n'arrange pas les affaires de beaucoup de gens…

La dimension occidentalo-impérialiste : fragiliser le Nigeria et écarter la Chine

Les puissances sont jalouses de leur position et des privilèges y afférents. Elles s'emploient à freiner toute concurrence, aussi petite soit-elle. En tant que triple puissance (démographique, économique et pétrolière) africaine, le Nigéria s'est involontairement attiré des ennemis hors du continent. Pour ne pas arranger les choses, l'ancien président Olesugun Obasanjo a commis le « crime » de briser le monopole des entreprises occidentales dans l'exploitation des vastes gisements de pétrole du Nigéria en ouvrant les puits au Chinois.

En effet, pendant plus d'un demi-siècle les compagnies pétrolières françaises, anglaises et étasuniennes ont régné en maîtres imperturbables dans la production pétrolière au Nigéria. Et puis, coup de théâtre ! En avril 2006, le président Obasanjo qui n'a pas reçu l'appui des Occidentaux dans sa tentative de modifier la constitution pour se maintenir au pouvoir se fâche et se tourne vers la Chine. Au grand dam de Shell, Texaco, Chevron…, les autorités nigérianes annoncent en grandes pompes avoir signé un contrat d'exploitation avec la compagnie pétrolière China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) pour plus de deux milliards de dollars avec une prévision de production de 225 000 barils jour. Dans la même logique, le président Obasanjo a négocié un prêt d'un milliard de dollars auprès du gouvernement chinois afin de financer la réhabilitation des voies ferrées du Nigéria et acheter du matériel roulant. La partie chinoise se donne deux ans pour produire son premier baril de pétrole au pays de ken Sarowiwa et de Wole Soyinka.

Ce rapprochement Abuja-Pékin crée des insomnies dans les capitales occidentales. Perdre le contrôle du Nigéria qui produit 2,5 millions de barils par jour est un coup dur pour Paris,

Londres et Washington. D'autant plus que le Nigéria et son voisin le Cameroun constituent une sorte de glacis stratégique incontournable pour le contrôle du Golfe de Guinée.

De leur côté, l'Arabie Saoudite et le Qatar s'inquiètent de voir le premier producteur africain de pétrole s'affranchir de leur tutelle. L'Iran, deuxième producteur de l'or noir au monde se moque des directives éditées par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Le Venezuela, cinquième producteur mondial de pétrole s'est affranchi des directives des monarchies arabes et de l'impérialisme occidental depuis plus d'une décennie. Il gère son pétrole en toute souveraineté. Or, Ad vitam Aeternam, ces pétromonarchies entendent être le centre de régulation du marché du pétrole mondial. Ce qui est le seul lot de consolation que leur laisse l'impérialisme occidental.

Face aux velléités souverainistes du Nigéria, les réactions ne se font pas attendre. Chez l'Oncle Sam, on le sait, la meilleure défense c'est l'attaque ! L'administration US lance précipitamment son Commandement militaire pour l'Afrique en 2008, année où la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) démarrait ses activités pétrolières dans le premier pays producteur de pétrole en Afrique. Dans la précipitation, les USA n'attendent pas l'obtention d'un accord de siège pour lancer l'Africom. Il faut faire quelque chose. Point besoin d'attendre qu'un pays africain accepte d'abriter Africom pour le lancer. Six ans après son lancement, ce Commandement militaire étasunien pour l'Afrique est toujours basé à… Stuttgart en Allemagne.

Certains peuvent toujours y voir une simple coïncidence. Mais, cela n'enlève rien sur le fait que le Commandement militaire étasunien pour l'Afrique ne vise pas à lutter contre le terrorisme comme l'indique le discours officiel. Africom est le bras militaire de la diplomatie US pour contrer l'émergence d'une puissance endogène et surtout écarter la Chine de Afrique. Pour éviter que l'Empire du milieu ne s'empare de leur place de première puissance économique mondiale, les USA, incapables de fermer les industries chinoises, empêchent que celles-ci puissent accéder aux matières premières qui leur sont indispensables.

La CIA à l'œuvre

S'appuyant sur les câbles de Wikileaks, l'organisation Greenwhite Coalition affirme que pendant plusieurs années, les USA ont déployé les gros moyens pour déstabiliser le géant d'Afrique. En fouillant dans sa mémoire, le pays de Georges Bush a constaté que les troupes de l'Ecomog (EconomicCommunity of West African States Monitoring Group), la force militaire de la CDEAO (Communauté de développement des Etats de l'Afrique de l'Ouest), majoritairement constituée de militaires nigérians avait joué un rôle important (institution de cessez-le-feu) dans les guerres civiles au Libéria et en Siéra-Léone dans les années passées.

Craignant que le Nigéria utilise l'Ecomog pour supplanter l'influence des grandes puissances dans la sous-région, le président Georges Bush, fonde l'Acri (Africa Crisis Response Initiative) en 2004. Avec l'aide de la CIA, l'Acri recrute des jeunes islamistes qu'elle forme à la collecte du Renseignement, au maniement des armes, aux techniques de survie. Les jeunes formés sont mis à la disposition de la secte BokoHaram qui s'en sert pour semer la mort !

Greenwhite Coalition constate également que la CIA a installé les camps d'endoctrinement et de formation le long des frontières poreuses du Nigéria, du Cameroun, du Tchad et du Niger. Bien plus, un autre câble diplomatique US révèle que pour conduire la déstabilisation

du Nigéria, l'ambassade US au Nigéria est devenue un véritable laboratoire. Pour mieux mener le sinistre projet, Washington n'a pas trouvé mieux que Terence P. MacCulley pour occuper le poste d'ambassadeur dans ce pays. Terence P. MacCulley n'est pas un diplomate comme les autres. En plus d'être le coordinateur de la politique étrangère d'Africom, il est l'un des architectes de l'Africa Crisis Response Initiative. Son expérience est mise à contribution pour fragiliser le pouvoir fédéral afin de justifier l'intervention des pays de l'OTAN.

Il n'aura échappé à personne que les attaques de la secte islamiste se font désormais avec une précision digne d'une armée professionnelle bien entrainée ! Elle dispose d'un effectif que la rançon issue du marchandage des otages ne peut payer. Car pour enrôler, nourrir, équiper et soigner des milliers de combattants comme c'est le cas de Boko Haram, il faut avoir des financements importants et réguliers. Or le business des otages n'obéit pas à cet impératif.

Quand Michelle Obama fait le marketing des drones US au Nigéria

Pour mieux comprendre l'implication des USA dans la déstabilisation du Nigéria, il faut revisiter les derniers évènements qui se rapportent à ce pays. Le dernier en date est incontestablement la campagne « Bring Back our girls », lancée personnellement par la première dame des Etats Unis d'Amérique. Restée en retrait pendant les six premières années de présidence de son mari, Michelle Obama s'est muée en mascotte du complexe militaro-industriel US. En lançant la campagne Bringbackourgirls sur facebook, elle a légitimement attiré l'attention du monde sur le sort des 200 filles enlevées par la secte islamiste.

Mais, ce qu'on ne dit pas c'est que Michelle Obama a trouvé un nouveau ciel pour les drones US et un nouveau terrain d'actions pour les Marines et autres forces spéciales étasuniennes. Au nom de la recherche des 200 lycéennes, le président étasunien a décidé l'envoi de 70 militaires au Tchad.

Obama en a profité pour renforcer les effectifs militaires US au Nigeria. Jusqu'en mai 2014, 50 soldats étasuniens étaient régulièrement affectés à l'ambassade des USA au Nigéria. 20 Marines y assuraient la formation des militaires locaux. La campagne lancée par Michelle Obama a permis d'accroitre ce nombre.

Rappelez-vous la campagne lancée pour nous avait-on dit, traquer Joseph Kony. Elle a permis aux USA de quadriller le Congo, l'Ouganda, la RCA… Brink back our girls permet de quadriller l'Afrique de l'Ouest. Etablissant l'axe Mogadiscio-Ouagadougou, avec 12 pays sous la botte de Washington. A ce jour, 29 pays africains ont accordé le droit aux USA d'utiliser leurs aéroports. Et n'oubliez jamais que les forces spéciales sont toujours précédées des hommes de Renseignements qui collectent certes des données utiles pour les militaires, mais font de l'espionnage économique et industriel au service de l'Empire. On voit à qui profite les crimes de Boko Haram en dernier ressort. La guerre c'est le plan !

Boko Haram : un poker menteur très rentable

En français, BokoHaram veut dire : « l'école interdite ». Boko renvoie au livre Book et Haram veut dire interdit. Son contraire est Halal. Plusieurs « spécialistes » et « experts » de Boko Haram préfèrent la traduction suivante : « L'éducation occidentale est un péché ».

Cependant, il est étonnant de constater que Boko Haram ne s'attaque pas aux intérêts des

Occidentaux qui sont pourtant ses ennemis objectifs si l'on en croit la traduction des « experts ». Au Nigéria, les grandes marques occidentales ne manquent pourtant pas. Les plus visibles dictent la loi dans le pétrole qui est la principale source en devises du pays.

Au lieu de s'attaquer à elles pour confirmer le caractère Haram de l'Occident, la secte préfère s'en prendre aux Nigérian(e)s dont le crime inexpiable serait d'être chrétien(e)s ou de fréquenter une école laïque. Aboubakar Shekau n'a-t-il pas revendiqué l'enlèvement des 200 filles dans une vidéo ? Quelle incohérence ! Boko Haram est donc ce que son nom n'indique pas. Autrement dit Boko Haram n'est pas ce que vous en savez.

Contrairement à Boko Haram, le Mouvement pour la Survie du Peuple Ogoni et le Mouvement pour l'Emancipation du Delta du Niger s'opposaient ouvertement aux intérêts de l'Occident. Les deux organisations s'en prenaient directement aux multinationales pétrolières et à leurs relais nigérians. En 1992, trois ans avant sa pendaison à Port Harcourt le 10 novembre 1995 par le régime de Sani Abacha, l'écrivain Saro-Wiwa (assassiné avec 8 autres militants du Mosop) indexait les compagnies pétrolières en termes : « L'exploration pétrolière a transformé le pays ogoni en immense terrain vague. Les terres, les rivières et les ruisseaux sont en permanence entièrement pollués ; l'atmosphère est empoisonnée, chargée de vapeurs d'hydrocarbures, de méthane, d'oxydes de carbone et de suies rejetés par les torchères qui, depuis trente-trois ans, brûlent des gaz vingt-quatre heures sur vingt-quatre tout près des zones d'habitation. Le territoire ogoni a été dévasté par des pluies acides et des épanchements ou des jaillissements d'hydrocarbures. Le réseau d'oléoducs à haute pression qui quadrille les terres cultivées et les villages ogoni constitue une dangereuse menace ». Poursuivi par les familles des victimes pour complicité dans l'élimination de Saro-Wiwa et ses compagnons, le pétrolier Shell a accepté de payer 15,5 millions de dollars en juin 2009.

La rançon de la mauvaise gestion

Si BokoHaram recrute avec tant de facilité au Nigéria, c'est aussi parce que les dirigeants successifs de ce pays se sont illustrés par une redistribution inéquitable des ressources pétrolières. Exemple : l'écart entre le taux de scolarisation au Sud et au Nord du pays est abyssal. Pareil pour la couverture sanitaire. Tenez ! Sur 100 000 femmes qui enfantent au Nigéria, 1 800 meurent au Nord contre 80 dans le Sud du même pays. Face à cette misère entretenue par les hommes politiques généralement empêtrés dans les affaires de corruption et de détournement de deniers publics, les populations des zones lésées sont réceptives aux manipulations.

Pour attirer le maximum de personnes qu'il a finalement converties au djihad, Mohamed Yusuf, le fondateur de Boko Haram insistait dans ses prêches sur ces inégalités. Il pointait le pouvoir fédéral comme étant la cause du chômage des jeunes. Et ces derniers étaient nombreux qui attendaient leur premier emploi après plusieurs années d'études universitaires. En usant de tous les subterfuges pour écarter le nordistes, Atiku Aboubakar et placer le malade Omaru Yarad'oua, Olesugun Obasanjo à renforcé le clivage Nord-Sud et Boko Haram prospère au Nord parce qu'il a le soutien de l'élite nordiste. Les Nordistes sont prêts à tout pour qu'un sudiste ne remporte pas l'élection de 2015.

L'issue de cette consultation électorale déterminera probablement le cours de l'histoire du Nigéria. Si un ressortissant du Sud gagne, les actes terroristes de Boko Haram vont vraisemblablement se multiplier. Un rapport circonstancié du National Intelligence Council des USA évoque d'ailleurs une probable partition du Nigéria en 2015. Par contre si un

nordiste l'emporte, les données pourront changer. Les musulmans verront l'arrivée d'un des leurs à la tête de l'Etat fédéral comme la correction d'une injustice. Comme un instrument au service de l'élite nordiste du Nigéria, BokoHaram aura atteint l'une de ses missions historiques. Mais, puisqu'elle est aussi et surtout au service des puissances étrangères, Boko Haram pourra migrer vers un autre pays exactement comme l'ont fait les djihadistes takfiri abandonnant la Lybie conquise pour la Syrie de Bachar Al-Assad. En clair, ses combattants pourront être envoyés sur un nouveau front pour une mission similaire : contrer la Chine et obtenir des contrats léonins pour les multinationales occidentales.

Après le Nigéria, le Cameroun ?

Le Cameroun est la cible idéale pour les puissances impérialistes occidentales. Pourquoi le Cameroun de Paul Biya ? Comme le président centrafricain François Bozizé renversé par une coalition rebelle en mars 2013, le malheur de Paul Biya c'est d'avoir décidé de diversifier les partenaires économiques du Cameroun. Ainsi, ce pays considéré depuis près d'un siècle comme bastion imprenable de la France a largement ouvert ses portes à la Chine. En 10 ans, l'Empire du milieu a supplanté la France dans l'économie camerounaise. Gagnant progressivement tous les grands marchés : construction des barrages de Mekin et M'mvelle, construction de l'autoroute Douala-Yaoundé, construction du Complexe industrialo-portuaire de Kribi, etc.

Le Cameroun c'est aussi le verrou du golfe de Guinée et la gâchette de toute l'Afrique. On l'appelle « l'Afrique en miniature ». Déstabiliser ce pays c'est la garantie de mettre le feu à tout le Golfe de Guinée. Déjà, depuis plus de deux ans, les incursions de la secte nigériane ont presque totalement détruit le commerce de bétail dans le nord du Cameroun alors que la misère sociale est justement la raison essentielle pour laquelle la secte recrute si facilement ses djihadistes. La stratégie du chaos est donc bien en marche. Jusqu'ici, les seuls otages occidentaux attribués ou revendiqués par la secte nigériane Boko Haram ont été enlevés au…Cameroun.

Le 19 février 2013, une famille française constituée de Tanguy Moulin-Fournier et son épouse, leurs quatre fils et Cyril le frère de Tanguy sont enlevés à l'extrême-Nord du Cameroun. En visite en Grèce, François Hollande réagira tout de suite en indiquant que cette famille est entre les mains de Boko Haram. Boko Haram n'avait encore fait aucune revendication de ce rapt. Il a fallu attendre le 21 pour qu'Aboubakar Shekau revendique l'enlèvement. En novembre de la même année 2013, un autre Français, Georges Vandenbeusch, 42 ans est enlevé à Nguetchewé, localité du Nord-Cameroun. Le Conseil épiscopal du Cameroun n'a signé aucun communiqué rendant public cet enlèvement. L'instance est restée tout aussi muette après la libération de Vandenbeush le 31 décembre. Ce qui est inhabituel. Lorsqu'un prêtre catholique est en difficulté, le Conseil épiscopal prend officiellement position en condamnant l'acte. Ce qui n'a jamais été le cas pour Georges Vandenbeusch qui était pourtant présenté comme prêtre catholique. Le 5 avril 2014, les prêtres italiens Giampaolo Marta et Gianantonio Allegri, ainsi qu'une religieuse canadienne sont enlevés à Tchère, à environ 20 kilomètres de Maroua, capitale de la Région de l'Extrême-Nord Cameroun. L'enlèvement est attribué à la secte islamiste. On dirait que BokoHaram ne voit les Occidentaux qu'au Cameroun !

En fait, à travers ces enlèvements, la secte islamiste et ses financiers impérialistes veulent faire passer dans l'opinion internationale que le régime de Yaoundé est incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens et des étrangers et ainsi préparer les esprits à une future occupation militaire du pays comme en Centrafrique.

Une nouvelle carte de l'Afrique se dessine. Les frontières issues de la colonisation n'arrangent plus ceux qui les ont tracées à l'époque. Des informations sérieuses parlent de la constitution d'un nouvel état regroupant le nord du Nigéria, du Cameroun, de la Centrafrique et le sud du Tchad et qui sera un émirat islamique comme celui qui se prépare en Irak.

Finalement, la guerre contre Mouammar Kadhafi en Libye n'est pas différente de celle qui a plongé le Mali dans le chaos. La différence entre le renversement de Laurent Gbagbo en Côte-D'ivoire et de celui de François Bozizé en Centrafrique c'est l'identité des présidents renversés. Au Nigéria, les actions de Boko Haram servent les mêmes intérêts que ceux de la Séléka en République Centrafrique. Par ces temps de faillite économique en occident, les pays de l'Otan, conduits par le nouveau couple anthropophage : USA-France veulent endiguer la pénétration chinoise et reprendre les énormes ressources naturelles disponibles dans cette partie du monde.

Il est également question de déstructurer le continent africain qui sera tout de même la première puissance démographique mondiale en 2050 avec deux milliards d'habitants. Dans cette troisième guerre mondiale qui est la lutte pour l'hégémonie planétaire, tout Etat souverain est un danger pour l'Occident et tout Etat très grand doit être divisé en entités plus facilement manipulables comme au Soudan, et comme prévu pour l'Irak.

La guerre risque d'être longue et large. La campagne d'occultation des vraies causes aussi. Et la grande force de l'impérialisme est de toujours faire porter la responsabilité de ses guerres par d'autres. Ce qui complique évidemment la compréhension des causes profondes et des objectifs finaux des conflits contemporains. Face à cela, le choix devient simple pour les africains : soit combattre pour leur libération définitive et travailler pour devenir la puissance émergente du 21ème siècle, ou alors accepter une recolonisation directe qui cette fois est bien partie pour durer 1000 ans !

Carlos Bake et Olivier A. Ndenkop

Source : « Le Journal de l'Afrique n° 003 », 24 octobre 2014, Investig'Action

La source originale de cet article est michelcollon.info
Copyright © Carlos Bake et Olivier A. Ndenkop, michelcollon.info, 2014

Articles Par : Carlos Bake et
Olivier A. Ndenkop

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca